No 223, Mars 2018, éditeur: Benno Zogg

La politique de Trump en matière d'arme nucléaire

Les États-Unis disposent actuellement de près de 4480 armes nucléaires, dont 1740 environ sont opérationnelles. Dans la «Nuclear Posture Review» récemment publiée, le Président Donald Trump détaille les objectifs des armes nucléaires américaines pour la période de son mandat.

Par Oliver Thränert

Depuis de nombreuses années, le Président américain élu a pour habitude de publier un document gouvernemental relatif à l'avenir de l'armement nucléaire américain, la «Nuclear Posture Review» (NPR). La première NPR fut établie en 1994 à l'initiative du Président américain de l'époque, Bill Clinton. Plus tard, les NPR furent réclamées aux Présidents George W. Bush et Barack Obama par le Congrès. Donald Trump a chargé son secrétaire à la Défense, James Mattis de rédiger ce document. Les armes nucléaires américaines doivent être modernes, robustes, flexibles, résistantes et aptes à repousser les menaces du 21e siècle ainsi qu'à rassurer les alliés des États-Unis.

La NPR fait office de ligne directrice pour toutes les décisions quant à l'arsenal nucléaire américain, non seulement les ogives nucléaires elles-mêmes, mais également leurs systèmes vecteurs (missiles conventionnels, bombardiers, sous-marins ou missiles de croisière), les infrastructures nucléaires requises (commandement, contrôle et communication), ainsi que la recherche et le développement.

Le pont du sous-marin américain Ohio avec les silos de missiles balistiques Trident C-4 ouverts.
Flickr / National Museum of the US Navy

D'une part, certaines continuités existent entre Obama et Trump en matière de politique nucléaire américaine. La triade nucléaire stratégique de vecteurs terrestres, navals et aériens est conservée et le programme de renouvellement de cette dernière, déjà lancé, sera poursuivi. Tout comme son prédécesseur, Trump souhaite stationner des armes nucléaires américaines sur le territoire européen et poursuivre l'accord de «participation nucléaire» avec les alliés européens de l'OTAN. Mais d'autre part, certaines différences flagrantes sautent aux yeux. Tandis qu'Obama considérait la prolifération nucléaire et le terrorisme nucléaire comme les principaux défis que les États-Unis devaient relever en réduisant l'importance des armes nucléaires dans le cadre de leur politique de sécurité du contrôle des armements, Trump prône le retour à la rivalité entre grandes puissances, et ce même dans le cadre de la politique nucléaire (comme déjà annoncé dans le document relatif à la stratégie de sécurité nationale, publié en décembre 2017). Dans ce contexte, Trump estime nécessaire de disposer d'options nucléaires flexibles et dévie ainsi de la politique de son prédécesseur, dont l'objectif était de réduire au maximum l'importance des armes nucléaires dans la politique de sécurité améri-

© 2018 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich

caine. Dans le même temps et à la différence d'Obama, Trump n'attache pas d'importance au contrôle des armements. La NPR de Trump ne comprend ainsi aucune proposition de gestion de la concurrence nucléaire par le biais de ce dernier.

La politique nucléaire d'Obama

Dans son discours du 5 avril 2009 devant le Château de Prague, le Président américain Obama annonçait des mesures concrètes pour un monde sans armes nucléaires. Il expliquait que tant que les armes nucléaires existeraient, les États-Unis devraient gérer leur arsenal de manière sûre, fiable et efficace.

La NPR publiée en avril 2010 mettait l'accent sur le danger représenté par le terrorisme nucléaire. Elle insistait également sur la violation du traité de non-prolifération nucléaire par l'Iran et la Corée du Nord et, ainsi, sur la menace croissante représentée par la prolifération des armes nucléaires. Le renforcement du traité de non-prolifération était ainsi jugé comme étant dans l'intérêt des États-Unis et nécessitant des avancées en termes de désarmement nucléaire. La NPR faisait état de la volonté des États-Unis de contribuer à cette avancée en réduisant l'importance des armes nucléaires dans le cadre de leur propre sécurité. Un dialogue avec la Russie devait permettre de renforcer la stabilité mutuelle. Partie intégrante de ces mesures, le nouveau traité START, signé la même année, devait limiter le nombre d'armes nucléaires stratégiques américaines et russes.

À l'issue d'intenses débats internes, l'administration Obama se montrait finalement peu encline à renoncer à la doctrine du «*first use*», c'est-à-dire à la possibilité d'employer en premier des armes nucléaires. La principale raison avancée de ce revirement est la perte de crédibilité des garanties de sécurité nucléaires américaines aux yeux des alliés des États-Unis. Selon la NPR d'Obama, les États-Unis n'auraient eu recours aux armes nucléaires que dans des cas extrêmes et dans l'optique de défendre les intérêts vitaux des États-Unis ou de leurs alliés. La NPR d'Obama établissait que les États-Unis n'utiliseraient pas leurs armes nucléaires à l'encontre d'États non dotés d'armes nucléaires respectant les dispositions du traité de non-prolifération, et ne menaceraient pas non plus d'utiliser ces armes contre eux. Les États-Unis étaient également enclins à établir les conditions devant permettre une politique de renonciation à un emploi en premier de l›arme nucléaire. Les États-Unis souhaitaient ainsi renforcer leurs capacités conventionnelles.

La triade nucléaire classique devait être conservée, les missiles terrestres intercontinentaux ne devant cependant plus transporter qu'une seule tête nucléaire, en lieu et place de plusieurs ogives. En outre, tous les missiles de croisière navals devaient être mis hors service. Afin d'éviter une course à l'armement nucléaire risquant d'affaiblir le traité de non-prolifération, les États-Unis renoncèrent à la conception de nouvelles ogives nucléaires et se contentèrent de programmes d'allongement de la durée de vie de leurs armes nucléaires. Les vecteurs nucléaires existants (missiles, sous-marins et avions de combat à capacité nucléaire) devaient toutefois être remplacés. Un programme d'acquisition de plusieurs centaines de milliards de dollars fut mis en place.

> À la différence d'Obama, Trump n'attache pas d'importance au contrôle des armements.

Évolution du contexte

Depuis avril 2010, le contexte international a considérablement évolué. Les États-Unis et l'OTAN sont à nouveau devenus les adversaires de la Russie dans le cadre de l'annexion de la Crimée par cette dernière en 2014 et de l'intervention militaire de Moscou en Ukraine. En outre, la Chine défie les alliés des États-Unis de par ses stratégies d'expansion en Asie et étoffe son arsenal en armes nucléaires. Entre-temps, la Corée du Nord est devenue une puissance nucléaire et est aujourd'hui potentiellement capable de frapper des villes américaines à l'aide de ses armes nucléaires. Les États-Unis font ainsi face à de nouvelles menaces. Dans ce contexte, il était prévisible que la NPR de l'administration Trump accorderait une importance considérable à l'armement nucléaire.

La stratégie de sécurité nationale établie par la Maison Blanche en décembre 2017 faisait d'ores et déjà état de l'évolution de la question nucléaire entre les administrations Obama et Trump. Tandis qu'Obama souhaitait réduire au maximum l'importance des armes nucléaires, Trump considère l'arsenal nucléaire américain comme la base de sa stratégie pour le maintien de la paix et de la stabilité ainsi que de la dissuasion de toute agression envers les États-Unis.

Évaluation de la menace

L'évaluation du niveau de menace de la NPR de l'administration Trump est, dans l'ensemble, assez pessimiste. Depuis 2010, aucun ennemi potentiel n'aurait suivi l'exemple des États-Unis et réduit le nombre ou l'importance de ses armes nucléaires. Au contraire, la NPR estime que la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran ont tous opté pour la stratégie inverse.

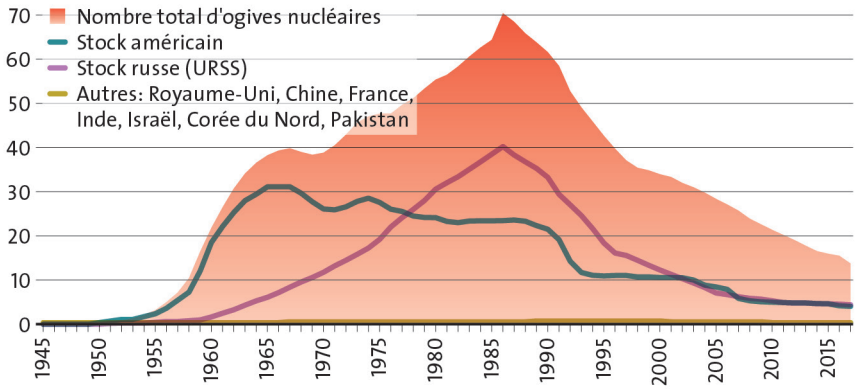
Sans surprise, l'administration Trump s'exprime de façon très dure vis-à-vis de la Russie, mais aussi de la Chine, dans le cadre de sa NPR. Selon elle, les deux pays visent à renverser l'ordre international prédominant qui persiste depuis la fin de la guerre froide. De plus, elle estime que les deux adversaires suivent des stratégies asymétriques dans l'optique de contrer les capacités américaines conventionnelles. Moscou moderniserait ses armes nucléaires à tous les niveaux, disposerait de tout un panel d'armes nucléaires non stratégiques et irait à l'encontre du traité INF sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Pire encore: la Russie aurait recours à des stratégies basées sur l'escalade nucléaire pour régler les conflits. Moscou serait apparemment persuadée que les États-Unis n'ont pas l'intention de répondre par l'emploi de leurs propres armes nucléaires stratégiques à une attaque de la Russie via ses armes nucléaires tactiques. La Chine serait également en cours de modernisation et d'accroissement de ses capacités nucléaires. À cela s'ajoute, selon la NPR, la menace nucléaire qu'est la Corée du Nord. Elle juge que le programme nucléaire de Pyongyang représente la menace de prolifération la plus immédiate pour la stabilité et la sécurité internationales. Enfin, en dépit de l'accord sur la limitation de son programme nucléaire, l'Iran n'aurait pas renoncé à ses projets d'arme nucléaire et serait en mesure de construire une arme nucléaire en l'espace d'un an une fois la décision prise.

Dans l'ensemble, l'avenir serait ainsi très incertain. Cela vaudrait, d'une part, d'un point de vue géopolitique. Les États pourraient voir les États-Unis d'un autre œil et les rapports de force pourraient être modifiés, à court terme, au sein du système international. Le système gouvernemental d'un État doté de l'arme nucléaire pourrait s'effondrer ou des «cascades de prolifération nucléaires» pourraient se produire (la création rapide de nouveaux États dotés de l'arme nucléaire). D'autre part, des incertitudes persisteraient également quant aux futures évolutions technologiques. Ces dernières pourraient, par exemple, rendre les

© 2018 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich

Estimations des inventaires d'ogives nucléaires (1945 – 2017)

Ogives (opérationelles et retirées mais gardées en dépôt) en unités de 1000



Source: Kristensen/Norris, Federation of American Scientists (FAS), 2017.

armes nucléaires américaines ou leur système de commandement et de contrôle très vulnérables du jour au lendemain.

Rôle des armes nucléaires

La priorité numéro un de la politique nucléaire américaine resterait de dissuader tout adversaire potentiel d'avoir recours aux armes nucléaires. Il s'agirait également de dissuader toute attaque non nucléaire, de rassurer les alliés des États-Unis, d'imposer les objectifs américains en cas d'échec des mesures de dissuasion et de conserver la capacité de se prémunir contre un avenir incertain. Contrairement à ce qui avait été craint, les États-Unis continuent à déclarer, même sous l'administration Trump, s'en tenir à l'objectif final visant à l'abandon de toutes les armes nucléaires. Dans le même temps, il serait toutefois impossible de nier que les armes nucléaires continuent à jouer un rôle essentiel dans la dissuasion de toute attaque nucléaire ou conventionnelle de grande envergure contre les États-Unis ou leurs alliés.

À l'avenir, le recours aux armes nucléaires n'aurait lieu que dans des situations extrêmes pour la défense des intérêts vitaux des États-Unis ou de leurs alliés. Les États-Unis n'utiliseraient pas leurs armes nucléaires à l'encontre d'Etats non dotés d'armes nucléaires respectant les dispositions du traité de non-prolifération, et ne menaceraient pas non plus d'utiliser ces armes contre eux. L'administration Trump reprend ainsi les formulations de l'administration Obama. Le nouveau document relatif aux armes nucléaires insiste cependant sur le fait que les situations extrêmes peuvent englober toute attaque stratégique non nucléaire à l'encontre des États-Unis ou de leurs alliés et met particulièrement en avant les attaques sur les infrastructures, comme les installations de commandement et de contrôle ainsi que les systèmes d'alerte rapide. Bien que ce ne soit pas mentionné explicitement dans le document, quelques observateurs arguent que l'administration Trump prévoirait des attaques nucléaires en réaction à des cyberattaques provoquant d'importants dommages.

Selon les auteurs de la NPR, l'analyse de la situation entraînerait la nécessité d'une stratégie nucléaire flexible avec des solutions sur mesure pour différents adversaires. Les États-Unis auraient la ferme intention de mettre fin à tout conflit, quel qu'il soit, en limitant la violence et les dégâts au maximum, ainsi que d'avoir à nouveau recours à la dissuasion. Les adversaires des États-Unis doivent toutefois comprendre que toute agression non nucléaire et l'emploi en premier des armes nucléaires entraîneraient des pertes que les États-Unis ne sauraient accepter. Ces derniers continuent ainsi à mener une politique d'ambiguïté quant aux circonstances dans lesquelles ils pourraient avoir recours aux armes nucléaires. Dans ce cadre, il leur est donc impossible de renoncer à la capacité d'avoir recours, rapidement et à tout moment, aux armes nucléaires.

La NPR estime nécessaire de remédier aux estimations des Russes selon lesquelles les États-Unis ne seraient pas disposés à réagir à une agression nucléaire limitée, dans un scénario à échelle régionale, par une escalade nucléaire. Il serait ainsi nécessaire d'élargir les options nucléaires américaines à des armes nucléaires d'une puissance explosive moindre. Il ne s'agirait en aucun cas de mener une guerre nucléaire, mais plutôt d'élever le seuil nucléaire, afin que l'usage d'armes nucléaires reste le plus improbable possible. La Chine doit également comprendre qu'un recours même limité à la force nucléaire est inacceptable aux yeux des États-Unis. La NPR est très claire en ce qui concerne la Corée du Nord. Aucun scénario n'a été imaginé dans lequel le régime nord-coréen serait susceptible de survivre après avoir eu recours à l'arme nucléaire. De même pour l'Iran, pour lequel aucun scénario plausible n'envisage que le pays puisse tirer parti d'une attaque stratégique.

Programmes d'armement

Tout comme ses prédécesseurs, l'administration Trump tient à conserver la triade nucléaire, le stationnement en Europe d'avions conventionnels et à capacité nucléaire, ainsi que d'ogives nucléaires. Les programmes d'armement lancés sous Obama seront poursuivis. À la différence d'Obama, Trump considère comme inadaptée la politique de ce dernier tendant à renoncer à de nouvelles capacités nucléaires, au vu de la nécessité d'options nucléaires flexibles et sur mesure.

Au cours des prochaines années, les 14 sous-marins de classe Ohio, équipés de missiles nucléaires *Trident,* seront remplacés, au fur et à mesure, par douze sous-marins de classe Columbia. Les 400 missiles terrestres intercontinentaux *Minuteman* doivent être remplacés, à partir de 2029, par un nouveau système de missiles terrestres. En outre, les 46 bombardiers B-52H, équipés de missiles de croisière aériens, ainsi que les 20 bombardiers B-2A doivent être mis de côté à partir du milieu des années 2020, au profit du nouveau bombardier B-21. La flotte aérienne sera également dotée d'un nouveau missile de croisière à longue portée.

> Les États-Unis continuent à mener une politique d'ambiguïté quant aux circonstances dans lesquelles ils pourraient avoir recours aux armes nucléaires.

De plus, les avions de combat conventionnels et à capacité nucléaire stationnés en Europe, de type F-15E et F-16, doivent

être remplacés par des F-35A. L'administration Trump attache également une grande importance à la modernisation des infrastructures nucléaires américaines, archaïques sous de nombreux aspects, notamment les installations de commandement et de contrôle. De manière générale, les États-Unis doivent être en mesure de s'adapter aux nouveaux défis à relever grâce à un personnel qualifié et à l'acquisition des technologies requises.

La disponibilité des armes à plus faibles charges peut rendre un affrontement nucléaire plus probable selon certains critiques.

La mesure la plus controversée est sans doute le projet d'équiper quelques-unes des ogives nucléaires pour missiles navals d'une option à puissance explosive plus faible. Trump relance ainsi certains projets similaires de George W. Bush (le Congrès ne lui avait toutefois pas octroyé les moyens nécessaires). Comme le seuil d'usage d'armes à plus faibles charges est plus bas, leur disponibilité peut rendre un affrontement nucléaire plus probable selon certains critiques. A plus long terme, le projet de missile de croisière nucléaire naval moderne doit se poursuivre, ce qui va à l'encontre de la politique de l'administration Obama. Les alliés des États-Unis en Asie profiteraient principalement de cette protection, au vu des menaces de la Corée du Nord et de la Chine. Le nombre total d'ogives nucléaires américaines stationnées ne doit par contre pas augmenter.

Les nouveaux systèmes navals prévus sont censés permettre aux États-Unis de ne plus dépendre du soutien de leurs alliés pour le renforcement de leur puissance de dissuasion à un niveau régional. Ce faisant, Washington ne va pas à l'encontre du traité INF, ce dernier ne portant que sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Dans le même temps, les missiles de croisière navals prévus doivent faire office de réponse aux transgressions du traité INF de la part de la Russie. Si cette dernière devait à nouveau respecter le traité, diminuer son arsenal nucléaire non stratégique et renoncer à adopter une attitude déstabilisante, les États-Unis pourraient alors remettre en question leur programme de nouveau missile de croisière naval.

Contrôle des armements

Même sous l'administration Trump, les États-Unis ne rejettent pas en bloc le contrôle des armements nucléaires. Le contrôle des armements serait susceptible d'encourager la transparence et la compréhension mutuelle et de contribuer à une meilleure prévisibilité. Toutefois, les accords de contrôle des armements doivent être vérifiables et avoir un caractère exécutoire. Cela n'a pas toujours été le cas, comme le montre par exemple la violation du traité INF par la Russie.

Les États-Unis reconnaissent également le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) comme l'élément essentiel de la lutte contre la prolifération nucléaire. En outre, Washington souhaite, à l'avenir, contribuer financièrement à l'organisation de l'interdiction des essais nucléaires et au système de surveillance international pour la détection d'essais nucléaires, bien que le traité ne soit pas entré en vigueur et que les États-Unis ne souhaitent pas le ratifier. Les États-Unis ne devraient pas non plus procéder à des essais nucléaires, sauf si cela devait être nécessaire dans le cadre d'importants défis technologiques ou géopolitiques à relever ou afin de garantir la sécurité et l'efficacité de l'arsenal nucléaire américain. Il est exigé de tous les autres États dotés de l'arme nucléaire qu'ils annoncent un moratoire sur les essais nucléaires ou qu'ils continuent à appliquer un éventuel moratoire déjà existant. De plus, les États-Unis ont d'ores et déjà mis en œuvre les réductions convenues dans le nouveau traité START et continueront, conjointement avec la Russie, à respecter les termes de ce traité concernant la limitation des armes nucléaires stratégiques dans les deux camps. Washington se laisse l'option de prolonger ce traité jusqu'en 2026. Dans le même temps, les États-Unis refusent le traité d'interdiction des armes nucléaires, ouvert à la signature depuis 2017. Celui-ci conduirait à une polarisation de la communauté des États et serait susceptible de porter atteinte à la sécurité des États-Unis et de leurs alliés.

L'objectif premier de l'administration Trump reste la dissuasion nucléaire. La Maison Blanche renonce toutefois à la politique d'Obama visant à réduire l'importance des armes nucléaires. Trump n'accordant que peu d'importance au contrôle des armements, le risque n'en est que plus grand de voir la concurrence des grandes puissances entre les États-Unis, la Russie et la Chine se transformer en une véritable course à l'armement nucléaire.

Dr Oliver Thränert dirige le think-tank du Center for Security Studies (CSS) à l'ETH Zürich. Il est notamment l'auteur de «No Shortcut to a European Deterrent» (2017)

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist, Matthias Bieri, Fabien Merz, Benno Zogg
Traduction: Consultra; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

La gestion des djihadistes de retour en Afrique du Nord No 222
La sécurité et la stabilité en Turquie No 221
Intelligence arti cielle: les ambitions de la Chine No 220
Les politiques de défense italienne et polonaise No 219
Le concept de nation-cadre de l'OTAN No 218
La sécurité sanitaire dans le contexte mondial No 217

© 2018 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich